La plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne

Série « Banques – Peuples : les dessous d'un match truqué ! » (3e partie)

dimanche 23 décembre 2012, par TOUSSAINT Éric (Date de rédaction antérieure : 23 décembre 2012).

La première partie de la série, Crise financière : 2007-2012, les 6 années qui ébranlèrent les banques (ESSF article 27391), a été publiée le 19 novembre 2012, la seconde partie, Crise financière : la BCE et la Fed au service des grandes banques privées (ESSF article 27392), a été publiée le 29 novembre 2012

Sommaire

- Ne pas sous-estimer la capacit
- Les profondes disparités (...)
- Le modèle allemand comme (...)
- Les arrière-pensées des (...)
- La volonté de faire baisser
- Mise en perspective de l'offen
- Toujours davantage de travaill
- Le Capital marque des points
- L'aggravation de la crise des

Ne pas sous-estimer la capacité des gouvernants à mettre à profit une situation de crise

De manière régulière, les grands médias abordent les questions d'un possible éclatement de la zone euro, de l'échec des politiques d'austérité en matière de relance économique, des tensions entre Berlin et Paris, entre Londres et les membres de la zone euro, des contradictions au sein du conseil de la BCE, des énormes difficultés pour trouver un accord sur le budget de l'UE, des crispations de certains gouvernements européens à l'égard du FMI à propos du dosage de l'austérité. Tout cela est vrai, mais il ne faut surtout pas oublier un point fondamental : la capacité de gouvernants, qui se sont mis docilement au service des intérêts des grandes entreprises privées, de gérer une situation de crise, voire de chaos, pour agir dans le sens demandé par ces grandes entreprises. Le lien étroit entre les gouvernants et le grand Capital n'est même plus dissimulé. A la tête de plusieurs gouvernements, placés à des postes ministériels importants et à la présidence de la BCE, se trouvent des hommes directement issus du monde de la haute finance, à commencer par la banque d'affaires Goldman Sachs. Certains hommes politiques de premier plan sont récompensés par un poste dans

une grande banque ou une autre grande entreprise une fois qu'ils ont accompli leurs bons offices pour le grand Capital. Ce n'est pas nouveau mais c'est plus évident et régulier qu'au cours de 50 dernières années. On peut parler de véritables vases communicants.

Considérer que la politique des dirigeants européens est un échec parce que la croissance économique n'est pas de retour, c'est en partie se tromper de critère d'analyse. Les objectifs poursuivis par la direction de la BCE, par la Commission européenne, par les gouvernements des économies les plus fortes de l'UE, par les directions des banques et des autres grandes entreprises privées, ce n'est ni le retour rapide à la croissance, ni la réduction des asymétries au sein de la zone euro et de l'UE afin d'en faire un ensemble plus cohérent où serait de retour la prospérité.

Parmi leurs objectifs principaux, il faut en souligner deux : 1. éviter un nouveau krach financier et bancaire qui pourrait se révéler pire que celui de septembre 2008 (les deux premières parties de cette série ont abordé cet objectif qui sera à nouveau développé dans la quatrième partie) ; 2. utiliser plusieurs armes (l'augmentation très importante du chômage, le remboursement de la dette publique, la recherche de l'équilibre budgétaire, le fouet de la quête de l'amélioration de la compétitivité des Etats membres de l'UE les uns par rapport aux autres et par rapport aux concurrents commerciaux des autres continents) pour avancer dans la plus grande offensive menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne par le Capital contre le Travail. Pour le Capital, il s'agit d'accroître encore la précarisation des travailleurs, de réduire radicalement leur capacité de mobilisation et de résistance, de réduire les salaires et différentes indemnités sociales de manière importante tout en maintenant les énormes disparités entre les travailleurs dans l'UE afin d'augmenter la compétition entre eux. D'abord, il y a les disparités entre les salariés d'un même pays : entre femmes et hommes, entre CDI et CDD, entre travailleurs à temps partiel et travailleurs à temps plein. A l'initiative du patronat et avec l'appui des gouvernements successifs (et en leur sein les partis socialistes européens ont joué un rôle actif), ces disparités se sont accrues au cours des 20 dernières années. Et puis, il y a les disparités entre les travailleurs des différents pays de l'UE. Les disparités entre travailleurs des pays du Centre et ceux des pays de la Périphérie à l'intérieur de l'UE sont le complément de celles se creusant à l'intérieur des frontières nationales.

Les profondes disparités entre les travailleurs des différents pays de l'UE

Les salaires des travailleurs du groupe de pays les plus forts (Allemagne, France, Pays-Bas, Finlande, Suède, Autriche, Danemark) sont le double ou le triple des salaires des travailleurs en Grèce, au Portugal ou en Slovénie, ils sont 10 fois plus élevés que les salaires des travailleurs de Bulgarie, 7 à 9 fois plus que les salaires roumains, lituaniens ou lettons [1]. En Amérique du Sud, alors que les différences sont grandes entre les économies les plus fortes (Brésil, Argentine, Venezuela) et les plus faibles (Paraguay, Bolivie, Equateur…), la différence entre le salaire minimum légal est de l'ordre de 1 à 4, donc une disparité nettement plus faible qu'au sein de l'Union Européenne. C'est dire à quel point est forte la concurrence entre les travailleurs d'Europe.

Les grandes entreprises des pays européens les plus forts sur le plan économique profitent à fond des disparités salariales au sein de l'UE. Les entreprises allemandes ont choisi d'accroître fortement leur production réalisée dans les pays de l'UE où les salaires sont les plus bas. Les biens intermédiaires sont ensuite rapatriés en Allemagne sans payer de taxe d'import/export, pour y être assemblés puis réexportés principalement vers les autres pays d'Europe. Cela permet de diminuer les coûts de production, de mettre en concurrence les travailleurs allemands avec ceux des autres pays et d'augmenter la rentabilité de ces entreprises. De plus, ces biens assemblés en Allemagne et vendus sur les marchés extérieurs apparaissent bien sûr dans les exportations allemandes, dont une partie importante est en réalité le résultat de l'assemblage de produits importés. Les entreprises des

autres pays forts de l'UE font certes de même, mais l'économie allemande est celle qui bénéficie proportionnellement le plus des bas salaires et de la précarisation du travail au sein de la zone euro (y compris à l'intérieur des frontières de l'Allemagne [2]) et de l'UE. En 2007, les excédents commerciaux de l'Allemagne étaient redevables à 83% de ses échanges avec les autres pays de l'UE (145 milliards d'euros vis-à-vis des autres pays de la zone euro, 79 milliards vis-à-vis de l'Europe hors zone euro, et 45 milliards avec le reste du monde) [3].

Le modèle allemand comme produit de l'offensive néolibérale

Les patrons allemands, aidés par le gouvernement socialiste de Gerhard Schröder en 2003-2005, ont réussi à imposer des sacrifices aux travailleurs. L'étude En finir avec la compétitivité publiée conjointement par ATTAC et la Fondation Copernic résume ainsi les grandes étapes des atteintes aux conquêtes des travailleurs d'Allemagne et à leurs droits sociaux et économiques : « Les lois Hartz (du nom de l'ex-Directeur des Ressources Humaines de Volkswagen et conseiller de Gerhard Schröder) se sont échelonnées entre 2003 et 2005. Hartz I oblige les chômeurs à accepter l'emploi qui leur est proposé, même pour un salaire inférieur à leur indemnité chômage. Hartz II institue des mini-jobs à moins de 400 euros mensuels (exemptés de cotisations sociales salariées). Hartz III limite à un an le versement des allocations chômage pour les travailleurs âgés et en durcit les conditions d'attribution. Hartz IV fusionne l'allocation chômage de longue durée et les aides sociales, et les plafonne à 345 euros par mois. Aux lois Hartz s'ajoutent les réformes successives des retraites et du système d'assurance-maladie : retraite par capitalisation (retraites Riester) ; hausse des cotisations, report de l'âge légal de départ à la retraite (objectif 67 ans en 2017). » Les auteurs de cette étude soulignent : *« L'ensemble de ces réformes a conduit à une impressionnante montée des inégalités sociales. C'est un aspect souvent oublié du 'modèle allemand' et cela vaut donc la peine de donner quelques chiffres détaillés. L'Allemagne est devenue un pays très inégalitaire : un avant-projet de rapport parlementaire sur la pauvreté et la richesse [4] vient d'établir que la moitié la plus pauvre de la société possède seulement 1% des actifs, contre 53 % pour les plus riches. Entre 2003 et 2010, le pouvoir d'achat du salaire médian a baissé de 5,6 %. Mais cette baisse a été très inégalement répartie : - 12 % pour les 40 % de salariés les moins bien payés, - 4 % pour les 40 % de salariés les mieux payés[6]. Les données officielles montrent que la proportion de bas salaires est passée de 18,7 % en 2006 à 21 % en 2010 et cette progression des bas salaires – c'est à souligner – se fait pour l'essentiel en Allemagne de l'Ouest. »* [5]

Selon la même étude, en 2008, le nombre de salariés a augmenté de 1,2 million par rapport à 1999, mais cette progression correspond à une augmentation de 1,9 million du nombre d'emplois précaires, et donc à une perte d'un demi-million d'emplois CDI à plein temps. Un quart des salarié(e)s occupent aujourd'hui un emploi précaire, et cette proportion (la même désormais qu'aux États-Unis) monte à 40 % chez les femmes. *« Les emplois salariés précaires sont majoritairement (à 70 %) destinés aux femmes [6]. La proportion de chômeurs indemnisés a chuté de 80 % en 1995 à 35 % en 2008 et toutes les personnes au chômage depuis plus d'un an ont basculé vers l'aide sociale »*.

Comme le note Arnaud Lechevalier, cette évolution s'inscrit *« dans un contexte plus général d'érosion de la protection des salariés par les conventions collectives : la part des salariés couverts a baissé de 76 % à 62 % en dix ans et ces conventions ne concernaient plus que 40 % des entreprises allemandes en 2008. De plus, les syndicats ont dû concéder de multiples dérogations aux conventions collectives de branche au niveau des entreprises »* [7].

Les arrière-pensées des dirigeants et des patrons européens

Quand on tente d'expliquer l'attitude actuelle des dirigeants allemands face à la crise de l'Eurozone, on peut émettre l'hypothèse qu'une des leçons qu'ils ont tirées de l'absorption de l'Allemagne de l'Est au début des années 1990, c'est que les disparités très fortes entre travailleurs peuvent être exploitées pour imposer une politique pro-patronale très forte. Les privatisations massives en Allemagne de l'Est, les atteintes à la sécurité de l'emploi des travailleurs de l'ex-RDA combinée à l'augmentation de la dette publique allemande due au financement de cette absorption (qui a servi de prétexte pour imposer les politiques d'austérité) ont permis d'imposer des reculs très importants aux travailleurs d'Allemagne, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest. Les dirigeants allemands actuels se disent que la crise de la zone euro et les attaques brutales imposées au peuple grec et à d'autres peuples de la Périphérie sont l'occasion d'aller encore plus loin et de reproduire d'une certaine manière à l'échelle européenne ce qu'ils ont fait en Allemagne. Quant aux autres dirigeants européens des pays les plus forts et aux patrons des grandes entreprises, ils ne sont pas en reste, ils se félicitent de l'existence d'une zone économique, commerciale et politique commune où les transnationales européennes et les économies du Nord de la zone euro tirent profit de la débâcle du Sud pour renforcer la profitabilité des entreprises et marquer des points en terme de compétitivité par rapport à leur concurrents nord-américains et chinois. Leur objectif, au stade actuel de la crise, n'est pas de relancer la croissance et de réduire les asymétries entre les économies fortes et les faibles de l'UE. Ils considèrent en outre que la débâcle du Sud va se traduire par des opportunités de privatisations massives d'entreprises et de biens publics à des prix bradés. L'intervention de la Troïka et la complicité active des gouvernements de la Périphérie les y aident. Le grand Capital des pays de la Périphérie est favorable à ces politiques car il compte bien lui-même obtenir une part d'un gâteau qu'il convoitait depuis des années. Les privatisations en Grèce et au Portugal préfigurent ce qui va arriver en Espagne et en Italie où les biens publics à acquérir sont beaucoup plus importants vu la taille de ces deux économies.

La volonté de faire baisser les salaires

Revenons à la question des salaires. Selon Michel Husson, en Allemagne, le coût salarial unitaire réel a baissé de près de 10 % entre 2004 et 2008 [8]. Dans le reste de l'Europe, pendant la même période, il a également baissé mais dans une proportion bien moindre qu'en Allemagne. C'est à partir de la crise de 2008-2009, qui affecte durement l'Eurozone, que l'on constate une chute très nette des salaires réels des pays les plus touchés. C'est ce que souligne Patrick Artus : *« On constate dans les pays en difficulté de la zone euro (Espagne, Italie, Grèce, Portugal) une forte baisse des salaires réels »* [9]. Patrick Artus déclare que la baisse des salaires correspond à une politique délibérée des dirigeants européens et il ajoute que, de toute évidence, cette politique n'a ni permis de relancer l'investissement dans les pays mentionnés, ni de rendre plus compétitive les exportations des mêmes pays. Patrick Artus écrit que les effets favorables : *« des baisses de salaires sur la compétitivité donc le commerce extérieur ou sur l'investissement des entreprises ne sont pas présents »*. Il ajoute que la baisse de salaire a deux effets clairs : d'une part, elle a augmenté la profitabilité des entreprises (donc, en termes marxistes, une augmentation du taux de profit par une augmentation de la plus-value absolue, voir ci-dessous l'encadré « L'ABC sur la plus-value absolue et relative ainsi que sur le salaire ») ; d'autre part, elle a diminué la demande des ménages, ce qui a renforcé la contraction de l'économie [10]. Cette étude réalisée par Natixis vient confirmer que le but des dirigeants européens n'est ni de relancer l'activité économique, ni d'améliorer la position économique des pays de la Périphérie par rapport à ceux du Centre. La baisse des salaires vise à réduire la capacité de résistance des travailleurs des pays concernés, augmenter le taux de profit du Capital et pousser plus loin le démantèlement de ce qui reste du welfare state construit au cours des

35 années qui ont suivi la seconde guerre mondiale (période qui a été suivie par le tournant néolibéral de la fin des années 1970-début des années 1980).

Dans le Rapport mondial sur les salaires 2012-2013 publié par l'Organisation internationale du travail en décembre 2012, les auteurs relèvent que dans les pays développés entre 2008 et 2012, *« les salaires ont enregistré un double creux »* (c'est-à-dire en 2008 et en 2011) [11]. C'est la seule région du monde avec le Moyen Orient où les salaires ont baissé depuis 2008. En Chine, dans le reste de l'Asie, en Amérique latine, les salaires ont augmenté. En Europe orientale, ils ont connu une certaine récupération après l'effondrement des années 1990. Ce rapport permet de confirmer que l'épicentre de l'offensive du Capital contre le Travail s'est déplacé vers les pays les plus développés.

Encadré : L'ABC sur la plus-value absolue et relative ainsi que sur le salaire [12]

Lorsque l'ouvrier (ou l'ouvrière) commence à travailler à l'usine au début de sa journée, il incorpore une valeur aux matières premières (ou aux biens intermédiaires qu'ils assemblent). Au bout d'un certain nombre d'heures, il ou elle a reproduit une valeur qui est exactement l'équivalent de on salaire quotidien ou hebdomadaire. Si il ou si elle s'arrêtait de travailler à ce moment précis, le capitaliste n'obtiendrait pas un sou de plus-value mais dans ces conditions-là, le capitaliste n'aurait aucun intérêt d'acheter cette force de travail. Comme l'usurier ou le marchand du Moyen-âge, il « achète pour vendre ». Il achète la force de travail pour obtenir d'elle un produit plus élevé que ce qu'il a dépensé pour l'acheter. Ce « supplément », ce « rabiot », c'est précisément sa plus value, son profit. Il est donc entendu que, si l'ouvrier ou l'ouvrière produit l'équivalent de son salaire en 4 heures de travail, il ou elle travaillera non pas 4 mais 6, 7, 8 ou 9 heures. Pendant ces 2, 3, 4 ou 5 heures « supplémentaires », il ou elle produit de la plus-value pour le capitaliste en échange de laquelle il ou elle ne touche rien. L'origine de la plus-value, c'est donc du surtravail, du travail gratuit, approprié par le capitaliste. « Mais c'est du vol », va-t-on s'écrier. La réponse doit être : « oui et non ». Oui du point de vue de l'ouvrier ou de l'ouvrière ; non, du point du capitaliste et des lois du marché. Le capitaliste n'a en effet pas acheté sur le marché « la valeur produite ou à produire par l'ouvrier ou par l'ouvrière ». Il n'a pas acheté son travail, càd le travail que l'ouvrier ou l'ouvrière va effectuer (s'il avait fait cela, il aurait commis un vol pur et simple ; il aurait payé 25€ pour ce qui vaut 50€). Il a acheté la force de travail de l'ouvrier ou de l'ouvrière. Cette force de travail a une valeur propre comme toute marchandise à sa valeur. La valeur de la force de travail est déterminée par la quantité de travail nécessaire pour la reproduire, càd par la subsistance (ou sens large du terme) de l'ouvrier, de l'ouvrière et de leur famille. La plus-value prend son origine dans le fait qu'un écart apparaît entre la valeur produite par l'ouvrier/ière et la valeur des marchandises nécessaires pour assurer sa subsistance.

La valeur de la force de travail a une caractéristique particulière par rapport à celle de toute autre marchandise : elle comporte, outre un élément strictement mesurable, un élément variable. L'élément stable, c'est la valeur des marchandises qui doivent reconstituer la force de travail du point de vue physiologique (qui doivent permettre à l'ouvrier ou à l'ouvrière de récupérer des calories, des vitamines, une capacité de dégager une énergie musculaire et nerveuse déterminée, sans laquelle il serait incapable de travailler au rythme normal prévu par l'organisation capitaliste de travail à un moment donné). L'élément variable, c'est la valeur des marchandises, à une époque et dans un pays déterminé, qui ne font pas partie du minimum vital physiologique. Marx appelle cette part de la valeur de la force de travail, sa fraction historico-morale. Cela veut dire qu'elle n'est pas fortuite. Elle est le résultat d'une évolution historique et d'une situation donnée des rapports de force entre le Capital et le Travail. A ce point précis de l'analyse économique marxiste, la lutte des

classes, son passé et son présent, devient un facteur co-déterminant de l'économie capitaliste.

Le salaire est le prix de marché de la force de travail. Comme tous les prix de marché, il fluctue autour de la valeur de la marchandise examinée. Les fluctuations du salaire sont déterminées notamment par les fluctuations de l'armée de réserve industrielle, càd du chômage.

Pour obtenir le maximum de profit et développer le plus possible l'accumulation du capital, les capitalistes réduisent au maximum la part de la valeur nouvelle, produit par la force de travail, qui revient aux travailleurs et travailleuses sous forme de salaires. Les deux moyens essentiels par lesquelles les capitalistes s'efforcent d'accroître leur part, c'est-à-dire la plus-value, sont :

• La prolongation de la journée de travail, la réduction des salaires réels et l'abaissement du minimum vital. C'est ce que Marx appelle **l'accroissement de la plus-value absolue**.

• L'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail sans augmentation proportionnelle du salaire. C'est l'**accroissement de la plus-value relative**.

Mise en perspective de l'offensive du Capital contre le Travail

Ce que vivent les salariés et les allocataires sociaux de Grèce, du Portugal, d'Irlande et d'Espagne aujourd'hui a été imposé aux travailleurs des pays en développement à la faveur de la crise de la dette des années 1980-1990. Au cours des années 1980, l'offensive a également visé les travailleurs en Amérique du Nord à partir de la présidence de Ronald Reagan, en Grande-Bretagne sous la férule de Margaret Thatcher, la Dame de fer, et chez ses émules sur le vieux continent. Les travailleurs de l'ex-bloc de l'Est ont également été soumis au cours des années 1990 aux politiques brutales imposées par leurs gouvernements et le FMI. Selon le rapport Rapport mondial sur les salaires 2012-2013 publié par l'OIT (mentionné plus haut) : *« En Russie, par exemple, la valeur réelle des salaires s'est effondrée dans les années 1990 à moins de 40% de la valeur qu'ils avaient et il a fallu une autre décennie pour qu'ils retrouvent leur niveau initial »* [13]. Ensuite, d'une manière certes nettement moins brutale que celle qui a affecté les peuples du tiers-monde (des pays les plus pauvres jusqu'aux économies dites émergentes), l'offensive a pris pour cible les travailleurs d'Allemagne à partir de 2003-2005. Les effets néfastes pour une partie significative de la population allemande se font sentir encore aujourd'hui même si les succès des exportations allemandes [14] limitent le nombre de chômeurs et qu'une partie de la classe ouvrière n'en ressent pas directement les conséquences. L'offensive qui s'est accélérée depuis 2007-2008 a donc démarré au niveau mondial au début des années 1980 [15]. L'OIT centre son analyse sur une période plus courte (1999-2011) et les données sont claires : *« Entre 1999 et 2011, l'augmentation de la productivité du travail moyenne dans les économies développées a été plus de deux fois supérieure à celle des salaires moyens. Aux Etats-Unis, la productivité du travail réelle horaire a augmenté de 85% depuis 1980, tandis que la rémunération horaire réelle n'a augmenté que de 35%. En Allemagne, la productivité du travail a augmenté de presque un quart sur les deux décennies écoulées tandis que les salaires mensuels réels n'ont pas bougé »* [16]. C'est ce que Karl Marx appelait l'augmentation de la plus-value relative (voir encadré).

Et plus loin : *« La tendance mondiale a entraîné un changement dans la distribution du revenu national, la part des travailleurs baissant tandis que les parts du capital dans le revenu augmentent dans une majorité de pays. Même en Chine, pays où les salaires ont approximativement triplé durant*

la décennie écoulée, le PIB a augmenté plus rapidement que la masse salariale totale – et la part du travail a donc baissé. » [17] Cette tendance lourde au niveau mondial est la manifestation de l'augmentation de la plus-value extraite du Travail par le Capital. Il est important de noter que pendant une bonne partie du 19e siècle la forme principale d'augmentation de la plus-value est passée par l'accroissement de la plus-value absolue (baisse des salaires, augmentation des heures de travail). Progressivement, dans les économies les plus fortes, au cours de la deuxième moitié du 19e s. et tout au long du 20e s. (sauf pendant le nazisme, le fascisme et sous d'autres régimes dictatoriaux qui ont imposé des baisses de salaires), elle a été remplacée ou dépassée par l'augmentation de la plus-value relative (augmentation de la productivité du travail sans que les salaires suivent dans la même proportion). Après plus décennies d'offensive néolibérale, l'accroissement de la plus-value absolue redevient une forme importante d'extraction de la plus-value et s'ajoute à la plus-value relative. Alors que pendant des décennies, les patrons ont essentiellement augmenté la plus-value relative, principalement grâce aux gains de productivité du travail, depuis 2009-2010, ils parviennent à augmenter la plus-value absolue : en baissant les salaires réels et dans certains cas en augmentant le temps de travail. Ils utilisent la crise pour combiner l'augmentation de la plus-value relative à l'augmentation de la plus-value absolue. Cela donne une indication de l'ampleur de l'offensive en cours.

Toujours davantage de travailleurs dans le collimateur

Dans un document de la Commission européenne intitulé « Le deuxième programme économique d'ajustement pour la Grèce » et datant de mars 2012 [18], il est clairement mis en évidence qu'il faut poursuivre la réduction des salaires. Le tableau 17 de la page 41 montre que le salaire minimum légal en Grèce est le quintuple du salaire minimum moyen en Roumanie et en Bulgarie (pays voisins de la Grèce), le triple de la Hongrie et des républiques baltes, plus du double du salaire minimum en Pologne et en République tchèque ; il est supérieur au salaire minimum en Espagne et au Portugal. L'objectif est de rapprocher la Grèce des pays où les salaires sont les plus « compétitifs », donc les plus bas. Evidemment, si les salaires poursuivent leur chute radicale en Grèce comme le veut la Troïka et le patronat, il faudra que les salaires en Espagne, au Portugal, en Irlande et aussi dans les pays les plus forts suivent la même tendance, et ce de manière accélérée.

Ceux qui sont aux commandes en Europe servent une logique grâce à laquelle les patrons européens parviennent à augmenter la quantité de plus-value qu'ils extraient du travail des salariés d'Europe et cherchent à marquer des points dans la bataille commerciale avec les concurrents asiatiques ou nord-américains.

Ces dirigeants sont prêts à pousser dans leur dernier retranchement les syndicats européens en réduisant fortement la marge de négociation dont ils ont disposé pendant des décennies.

Le Capital marque des points supplémentaires contre le Travail

Dans plusieurs pays de l'UE, au cours de leur offensive contre les conquêtes sociales, les gouvernants et la Commission européenne ont réussi à réduire radicalement la portée des conventions collectives interprofessionnelles. C'est le cas des pays de l'ex-bloc de l'Est, c'est aussi le cas de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande… Dans plusieurs pays, ils ont également réussi à faire baisser le salaire minimum légal et le montant des retraites. Ils ont réussi à réduire radicalement la protection contre les licenciements et à augmenter l'âge de départ à la retraite.

L’aggravation de la crise des pays de la périphérie de la zone euro

Au cours de 2012, la crise s’est aggravée en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, en conséquence des politiques d’austérité brutale appliquées par des gouvernants complices des exigences de la Troïka. En Grèce, la chute cumulée du PIB depuis le début de la crise atteint 20%. Le pouvoir d’achat d’une grande majorité de la population a baissé de 30 à 50%. Le chômage et la pauvreté ont littéralement explosé. Alors qu’en mars 2012, tous les grands médias ont relayé le discours officiel qui affirmait que la dette avait été réduite de moitié [19], selon les estimations officielles rendues publiques fin octobre 2012, la dette publique grecque qui représentait 162% du PIB à la veille de la réduction de dette de mars 2012 atteindra 189% du PIB en 2013 et 192% en 2014 [20]. Cette information ne fait pas partie des titres de la grande presse de masse. Au Portugal, les mesures d’austérité sont d’une telle violence et la dégradation économique est si grave qu’un million de Portugais ont manifesté spontanément le 15 septembre 2012, chiffre qui n’avait été atteint que le 1er mai 1974 pour fêter la victoire de la Révolution des œillets. En Irlande, dont les médias parlent beaucoup moins, le chômage a pris des proportions énormes, conduisant 182.900 jeunes âgés de 15 à 29 ans à quitter le pays depuis que la crise a éclaté en 2008 [21]. Un tiers des jeunes qui avaient un emploi avant la crise s’est retrouvé au chômage. Le sauvetage des banques a représenté jusqu’ici plus de 40 % du PIB (près de 70 milliards d’euros sur un PIB de 156 milliards en 2011) [22]. Le recul de l’activité économique a atteint 20% depuis 2008. Le gouvernement de Dublin a réaffirmé qu’il supprimerait 37 500 postes de travail dans le secteur public d’ici 2015. En Espagne, le taux de chômage atteint 50% chez les jeunes. Depuis le début de la crise, 350.000 familles ont été expulsées de leur logement à cause des impayés de dette hypothécaire [23]. En un an, le nombre de familles dont tous les membres sont sans emploi a augmenté de 300 000 pour atteindre un total de 1,7 million, soit 10% de toutes les familles d’Espagne [24]. La situation se dégrade de manière continue dans les pays de l’ancien bloc de l’Est membres de l’UE, à commencer par ceux qui ont adhéré à l’Eurozone.

En somme, partout dans le monde, le Capital s’est lancé dans une offensive contre le Travail. C’est en Europe que, depuis 2008, l’offensive prend la forme la plus systématique en commençant par les pays de la Périphérie. Alors que les banques (et le capitalisme en tant que système) sont les responsables de la crise, elles sont systématiquement protégées. Partout, le remboursement de la dette publique est le prétexte invoqué par les gouvernants pour justifier une politique qui s’en prend aux droits économiques et sociaux de l’écrasante majorité de la population. Si les mouvements sociaux et, parmi eux, les syndicats veulent victorieusement affronter cette offensive dévastatrice, il faut prendre à bras le corps la question de la dette publique afin d’enlever au pouvoir son argument principal. L’annulation de la partie illégitime de la dette publique et l’expropriation des banques pour les intégrer à un service public de l’épargne et du crédit sont des mesures essentielles dans un programme alternatif à la gestion capitaliste de la crise.

Eric Toussaint

Notes

[1] Voir Le Monde des 22 et 23 janvier 2012 sur la base d’Eurostat.

[2] En Allemagne, en septembre 2010, selon Le Monde du 17 mai 2011, 7,3 millions de travailleurs gagnaient à peine 400 euros par mois. Dans ce pays, le nombre de travailleurs à

temps partiel a augmenté de 46% entre 2000 et 2010 tandis qu'en France il augmentait de 17%

[3] OCDE, International Trade by Commodity Statistics (SITC Revision 3) mentionné dans ATTAC et Fondation Copernic, En finir avec la compétitivité, Paris, octobre 2012, http://www.france.attac.org/articles/pour-en-finir-avec-la-competitivite-rapport-attaccopernic-0

[4] Lebenslagen in Deutschland. Entwurf des vierten Armuts- und Reichstumsberichts der Bundesregierung, projet du 17 septembre 2012, http://gesd.free.fr/arb912.pdf

[5] Karl Brenke et Markus M. Grabka, « Schwache Lohnentwicklung im letzten Jahrzehnt », DIW Wochenbericht, n° 45, 2011, http://gesd.free.fr/brenke11.pdf

[6] Source : destatis.de (Office fédéral allemand de statistique).

[7] Arnaud Lechevalier, « Un modèle qui ne fait guère envie », Alternatives économiques, n° 300, mars 2011, http://gesd.free.fr/allmodel.pdf cité par ATTAC et Fondation Copernic

[8] Voir Michel Husson, Economie politique du « système-euro », juin 2012, http://cadtm.org/Economie-politique-du-systeme-euro ou http://hussonet.free.fr/eceurow.pdf

[9] Patrick Artus, « La baisse des salaires dans les pays en difficulté de la zone euro est-elle utile ? », Flash Economie n°289, 18 avril 2012.

[10] Patrick Artus : « il ne reste que les effets sur la demande des ménages, d'où une forte contraction de l'activité dont le seul effet positif est de réduire le déficit extérieur » (puisque les importations diminuent). Par ailleurs Patrick Artus montre avec des graphiques à l'appui que la profitabilité des entreprises a augmenté dans les 4 pays étudiés.

[11] OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Genève, décembre 2012, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_194949.pdf

[12] Le contenu de cet encadré consiste en une utilisation libre et arrangée d'extraits de Ernest Mandel, Introduction au marxisme, Edition Formation Léon Lesoil, Bruxelles, 2007, p. 59, p. 68, p. 66 et 67.

[13] OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Genève, décembre 2012.

[14] L'Allemagne a connu une croissance économique portée par ses exportations alors que la plupart de ses partenaires de l'UE et, en particulier, de la zone euro ressentent durement la crise. Vu que dans toute l'UE, on assiste à la baisse de la demande des ménages décrite plus haut, à laquelle s'ajoute une réduction de la demande publique, les débouchés pour les exportations allemandes se réduisent nettement. L'effet boomerang sur l'économie allemande est déjà en cours.

[15] Voir Eric Toussaint, « Au Sud comme au Nord, de la grande transformation des années 1980 à la crise actuelle », septembre 2009 http://cadtm.org/Au-Sud-comme-au-Nord-de-la-grande

[16] OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Résumé analytique, Genève, décembre 2012, p. VI-VII

[17] OIT, Rapport mondial sur les salaires 2012-2013, Résumé analytique, Genève, décembre 2012, p. VII. Le même rapport souligne également l'augmentation de l'écart entre les salaires les plus élevés et les salaires les plus bas dans chaque pays.

[18] Voir European Commission, Directorate General Economic and Financial Affairs, "The Second Economic Adjustment Programme for Greece", Mars 2012, http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/occasional_paper/2012/op94_en.htm

[19] Le CADTM a dénoncé dès le départ l'entreprise de propagande de la Troïka et du gouvernement grec. Voir « Le CADTM dénonce la campagne de désinformation sur la dette grecque et le plan de sauvetage des créanciers privés », http://cadtm.org/Le-CADTM-denonce-la-campagne-de, publié le 10 mars 2012. Voir également Christina Laskaridis, « La Grèce a déjà fait défaut aux conditions des créanciers ; leur crainte est de voir celle-ci imposer ses propres conditions », http://cadtm.org/La-Grece-a-deja-fait-defaut-aux , publié le 31 mai 2012.

[20] Financial Times, 1er novembre 2012, première page.

[21] inancial Times, 1 octobre 2012.

[22] Financial Times, 29 décembre 2011, p. 2.

[23] Miles Johnson, « Suicides spark call for Madrid to halt evictions by banks », Financial Times, 13 novembre 2012, p. 2.

[24] obias Buck, « Spain's deepening lack of hope takes its toll », Financial Times, 6 novembre 2012, p. 4.